



## **Objet de la consultation**

**CONTROLES REGLEMENTAIRES PERIODIQUES DES INSTALLATIONS ET  
OUVRAGES DU PALAIS DE TOKYO**

**N°14\_2024**

## **ACTE D'ENGAGEMENT (AE)**

## **PREAMBULE : DISPOSITIONS GENERALES**

### **Pouvoir adjudicateur :**

#### **PALAIS DE TOKYO**

Société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 10 000 euros  
13 avenue Président Wilson, 75116 Paris  
SIREN : RCS PARIS : 533 994 059

Ci-après le « **Palais de Tokyo** » ou le « **pouvoir adjudicateur** ».

### **Personne responsable de l'accord-cadre :**

Le représentant légal de la SAS « Palais de Tokyo » : Monsieur Guillaume Désanges, Président.

Le Palais de Tokyo dispose d'un espace situé 13, avenue du Président Wilson à Paris (75116), à usage d'expositions. Le site est propriété de l'État, qui en concède la gestion et l'exploitation au Palais de Tokyo dans le cadre d'une convention de délégation de service public.

La mission du Palais de Tokyo est de contribuer au soutien et à la diffusion de la création actuelle, notamment dans le domaine des arts visuels.

### **Procédure de passation de l'accord-cadre :**

L'accord-cadre (ci-après dénommé l' « **Accord-cadre** ») est passé selon une procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

L'acte d'engagement doit être complété, paraphé et signé par les entreprises candidates lors de la remise des offres. Le contrat est formé lors de l'acceptation de l'offre économiquement la plus avantageuse par décision du Palais de Tokyo.

### **Objet :**

Le présent accord-cadre mono-attributaire a pour objet des prestations contrôles réglementaires des installations et ouvrages du Palais de Tokyo.

L'Accord-cadre comprend :

- D'une part des prestations forfaitaires mentionnées au chapitre 2 du Cahier des Clauses Techniques Particulières (« **CCTP** ») ;
- D'autre part des prestations optionnelles sur bons de commande mentionnées au chapitre 3 du CCTP.

Les prestations forfaitaires de l'Accord-cadre mentionnées à l'article 3.1 du CCTP sont les suivantes :

- Installations électriques ;
- Ascenseurs, monte-charges ;
- Appareils de levage ;
- Système de sécurité incendie et des moyens de secours ;
- Points d'ancrage et ligne de vie ;
- Équipements de protection individuelle (harnais).

## **ARTICLE 1. SOUMISSIONNAIRE**

### **Cadre à remplir par le soumissionnaire ENTREPRISE UNIQUE**

Le contractant unique, soussigné, désigné dans l'Accord-cadre sous le nom de « **Titulaire** »

Nom, Prénom :

Agissant au nom et pour le compte de l'entreprise :

En qualité de :

Adresse du siège social :

Immatriculation au registre du commerce et des sociétés de :

Sous le numéro :

Immatriculation SIRET :

Numéro de TVA intra-communautaire :

Code NAF (anciennement code APE) :

Adresse électronique où les courriels pourront être valablement envoyés :

Téléphone :

Après avoir pris connaissance et accepté le présent document, le Règlement de consultation (« **RC** »), le CCTP et le CCAP ;

Déclare que les prestations de l'Accord-cadre seront réalisées avec des salariés employés régulièrement au regard des dispositions du Code du travail ;

Déclare que l'entreprise pour laquelle j'interviens est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités qu'elle pourrait encourir dans l'accomplissement des tâches qui lui incombent au titre de l'Accord-cadre et que cette assurance est notamment conforme aux dispositions du Code des assurances ;

M'engage sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations prévues dans le cadre de l'Accord-cadre ;

L'offre ainsi présentée me lie pour le délai de validité des offres indiqué au RC.

### **Cadres à remplir par les soumissionnaires GROUPEMENT D'ENTREPRISES**

Nous cotraitants soussignés, engageant les personnes physiques ou morales ci-après, groupées solidaires et désignées sous le nom « **Titulaire** ».

1<sup>er</sup> co-contractant et mandataire

Nom, Prénom :

Agissant au nom et pour le compte de l'entreprise :

En qualité de :

Adresse du siège social :

Immatriculation au registre du commerce et des sociétés de :

Sous le numéro :

Immatriculation SIRET :

Numéro de TVA intra-communautaire :

Code NAF (anciennement code APE) :

Adresse électronique où les courriels pourront être valablement envoyés :

Téléphone :

2° co-contractant

Nom, Prénom :  
 Agissant au nom et pour le compte de l'entreprise :  
 En qualité de :  
 Adresse du siège social :  
 Immatriculation au registre du commerce et des sociétés de :  
 Sous le numéro :  
 Immatriculation SIRET :  
 Numéro de TVA intra-communautaire :  
 Code NAF (anciennement code APE) :  
 Adresse électronique où les courriels pourront être valablement envoyés :  
 Téléphone :

3° co-contractant

Nom, Prénom :  
 Agissant au nom et pour le compte de l'entreprise :  
 En qualité de :  
 Adresse du siège social :  
 Immatriculation au registre du commerce et des sociétés de :  
 Sous le numéro :  
 Immatriculation SIRET :  
 Numéro de TVA intra-communautaire :  
 Code NAF (anciennement code APE) :  
 Adresse électronique où les courriels pourront être valablement envoyés :  
 Téléphone :

Après avoir pris connaissance et accepté le présent document et accepté le présent document, le RC, le CCTP et le CCAP,

Déclarons sur l'honneur, que les prestations de l'Accord-cadre seront réalisées avec des salariés employés régulièrement notamment au regard des dispositions du Code du travail ;

Déclarons que les entreprises pour lesquelles nous intervenons sont titulaires d'une assurance couvrant les responsabilités qu'elles pourraient encourir dans l'accomplissement des tâches qui leur incombent au titre de l'Accord-cadre et que cette assurance est notamment conforme aux stipulations des articles L.241-1 et L.243-8 du Code des assurances ;

Nous engageons sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations prévues dans le cadre de l'Accord-cadre ;

L'offre ainsi présentée nous lie pour le délai de validité des offres indiqué au RC.

**L'entreprise ..... est le mandataire des entreprises du groupement solidaire et est, pour tout ce qui concerne l'exécution de l'Accord-cadre, représentée par M/Mme .....**

## ARTICLE 2. PRIX

### 2.1 Prix des prestations forfaitaires

Le prix de l'Accord-cadre est établi de façon forfaitaire et globale pour les prestations forfaitaires définies dans le CCTP. Ce prix est détaillé dans la DPGF incluse dans l'Annexe Financière de l'Acte d'engagement, complétée par le soumissionnaire.

Le prix des prestations forfaitaires, tel que proposé dans l'offre du soumissionnaire est de :

PRESTATIONS FORFAITAIRES	Prix annuel (hors taxes)	Prix annuel (toutes taxes comprises)	Prix pour la durée ferme de l'Accord-cadre (hors taxes)	Prix pour la durée ferme de l'Accord-cadre (toutes taxes comprises)
Montants en chiffres				
Montants en lettres				

En cas de reconduction (dans la limite de 2 (deux) reconductions pour une durée d'un an chacune, les prix seront révisés selon les modalités détaillées dans le CCAP.

### 2.2 Prix des prestations sur bons de commande

Le prix unitaire des prestations optionnelles sur bon de commande est indiqué dans le Bordereau des Prix Unitaires (« **BPU** ») remis par le soumissionnaire.

Les prix unitaires du BPU sont révisables lors de chaque reconduction de l'Accord-cadre conformément au CCAP.

## ARTICLE 3. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'Accord-cadre prendra effet à compter de sa notification conformément à l'article R.2182-4 du Code de la commande publique.

L'Accord-cadre est conclu pour une durée ferme de deux (2) ans.

L'Accord-cadre est reconductible deux (2) fois pour une durée d'un an par décision expresse prise par le pouvoir adjudicateur. Le pouvoir adjudicateur prend par écrit la décision de reconduire l'Accord-cadre. Il notifie au titulaire la décision de reconduction trois mois avant la fin de la durée de l'Accord-cadre.

Dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur n'aurait pas notifié la reconduction, l'Accord-cadre sera réputé non reconduit.

## ARTICLE 4. AVANCE

Une avance est accordée au Titulaire de l'Accord-cadre dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, sauf renonciation expresse de sa part figurant ci-dessous :

L'(es) entreprise(s) déclare(nt) :

☐ Refuser à percevoir une avance

L'avance n'est due au Titulaire de l'Accord-cadre que sur la partie des prestations qui ne sont pas confiées à des sous-traitants et qui ne donnent pas lieu à paiement direct et uniquement pour les prestations dont le montant est supérieur à 50 000 € H.T. et dont la durée d'exécution est supérieure à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant des prestations forfaitaires de l'Accord-cadre et/ou à 5% du montant de chaque bon de commande, si le montant est supérieur à 50 000 € H.T. et si la durée d'exécution est supérieure à deux mois.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

Le règlement de l'avance interviendra :

- Dans les 30 (trente) jours à compter de la notification de l'Accord-cadre et de chaque reconduction, le cas échéant, en ce qui concerne les prestations forfaitaires ;
- Dans les 30 (trente) jours suivant la réception de la facture du Titulaire correspondante, en ce qui concerne les prestations sur bons de commande.

Une avance est accordée au sous-traitant dans les conditions fixées par les articles R. 2193-17 et suivants du Code de la commande publique, sauf renonciation expresse de sa part figurant dans l'acte spécial de sous-traitance et dans les conditions accordées au Titulaire telles que décrites ci-dessus.

Dans le cas où le Titulaire sous-traiterait une part de l'Accord-cadre postérieurement à la notification de celui-ci, il doit rembourser la partie de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct, même dans le cas où le sous-traitant renonce à percevoir l'avance.

Le remboursement de l'avance tant par le Titulaire que par ses éventuels sous-traitants est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au Titulaire. Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au Titulaire et débute lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % :

- Du montant toutes taxes comprises des prestations forfaitaires de la période ferme de l'Accord-cadre, pour l'avance qui serait versée concernant ces prestations ;
- Du montant toutes taxes comprises des prestations forfaitaires de chaque reconduction de l'Accord-cadre, le cas échéant, pour chaque avance qui serait versée concernant ces prestations ;
- Du montant toutes taxes comprises de chaque bon de commande, pour lequel une avance est versée.

Le présent article déroge à l'article 11.1 du Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

## **ARTICLE 5. SOUS TRAITANCE, NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCES**

*RAYER LA MENTION INUTILE (OBLIGATOIRE)*

**Je n'envisage/nous n'envisageons pas de sous-traiter.**

**J'envisage/nous envisageons de sous-traiter :**

*Montant sous-traité des sous-traitants désignés à l'Accord-cadre :*

Le présent acte d'engagement indique la nature et le montant des prestations que j'envisage/nous envisageons de faire exécuter par un (des) sous-traitant(s) payé(s) directement, le nom de ce(s) sous-traitant(s) et les conditions de paiement du (des) contrat(s) de sous-traitance ; le montant des prestations sous-traitées constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Le formulaire DC4 dûment complété constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification de l'Accord-cadre ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations que j'envisage/nous envisageons de sous-traiter est de :

Sous-traitants	Nature des prestations	Montant TTC en euros
Montant total TTC en euros		

Le montant maximal de la créance que je pourrai présenter en nantissement ou céder est ainsi de :

.....euros T.T.C

*Montant sous-traité envisagé en cours d'exécution de l'Accord-cadre :*

Le pouvoir adjudicateur doit valider le choix des sous-traitants désignés en cours d'exécution de l'Accord-cadre et doit donner l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

## ARTICLE 6. PAIEMENT

Le Palais de Tokyo se libérera des sommes dues au titre de l' Accord-cadre en faisant porter les montants correspondants par virement bancaire sur le compte bancaire remis au Palais de Tokyo.

**FAIT EN UN SEUL ORIGINAL**

**A** .....

**LE** .....

<b>Contractant ou 1er contractant mandataire</b>	<b>2e co-contractant</b>	<b>3e co-contractant</b>
--	--------------------------	--------------------------

Nom, qualité et signature*:	Nom, qualité et signature *:	Nom, qualité et signature *:

**\*Signature valant acceptation sans réserve des documents de la consultation (notamment du CCAP, CCTP et du RC) et attestation de prise de connaissance de l'intégralité des termes de ces derniers.**

**PARTIE RESERVEE AU PALAIS DE TOKYO**

**ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE**

**L'engagement du Titulaire est accepté par le pouvoir adjudicateur.**

**FAIT EN UN SEUL ORIGINAL**

**A .....**

**LE .....**

**LE REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR**